

wir die 60 Millionen Franken sprechen –, sondern dass auch der Unterhalt und die Instandhaltung langfristig sichergestellt werden müssen.

Wir Mitglieder waren alle geradezu schockiert, als wir bei der Besichtigung des Wankdorstadions feststellen mussten, in welchem Zustand diese seit Jahren vernachlässigte Anlage heute ist. Da sind geradezu fahrlässig die Amortisationen nicht vorgenommen worden, und die Gelder, die für Abschreibungen hätten verwendet werden müssen, sind wahrscheinlich sonstwie – wahrscheinlich für überrissene Gehälter – verwendet worden.

Aufgrund dieser Erfahrungen muss meines Erachtens eine Formulierung, wie ich sie hier vorschlage, aufgenommen werden. Dies ändert an der Summe von 60 Millionen Franken an sich nichts, verpflichtet Bundesrat und Verwaltung aber, bei der Vergabe der Kredite diesem wichtigen Anliegen ein besonderes, durch Parlamentsbeschluss legitimiertes Augenmerk zu schenken.

Das gibt dann der Geschäftsprüfungskommission die Möglichkeit, den Vollzug dieses Bundesbeschlusses zu überprüfen.

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Martin Jacques (R, VD), rapporteur: Je l'ai dit tout à l'heure dans ma deuxième réponse au débat d'entrée en matière: l'idée est bonne. Je crois qu'on doit mettre quelque chose en place, par contre je ne pense pas qu'il faille l'inscrire dans cet arrêté. Je pense que la solution idéale serait d'établir un contrat entre la CISIN, qui donne la subvention, et la fondation, ou l'association, ou le groupement qui fait la construction. Ça serait, me semble-t-il, la meilleure manière de traduire la volonté de contrôle.

En résumé, il faudrait adopter la proposition Bieri sur le fond, mais l'inscrire hors de l'arrêté fédéral.

Ogi Adolf, Bundesrat: Die Stossrichtung des Antrages Bieri – auch nach der Erläuterung – ist nachvollziehbar. Aber offen und unklar, Herr Bieri, ist der Begriff «zumutbare Beiträge». Das müssten Sie eigentlich noch etwas präzisieren. Aber ich mache Ihnen einen anderen Vorschlag: Statt mit Ihrem Zusatz, Artikel 3bis, kann dieses Ziel auch über einen Vertragspassus zu jedem Bauprojekt erwirkt werden. In diesem Sinne schlage ich Ihnen vor, auf diesen Zusatz im Beschlussentwurf zu verzichten und das in den Verträgen festzuhalten.

Im übrigen verweise ich auf Seite 12 der Botschaft, Ziffer 223.2 («Beitragsvereinbarungen»): «Vor der Beitragszusage legt die zuständige Dienststelle des Bundes gemeinsam mit den einzelnen Trägerschaften die Bedingungen für eine Bundenstützung schriftlich fest.» Ich bin der Meinung, das genügt; ich bin der Meinung, es ist sogar besser, wenn es direkt zwischen dem Bund und dem Projektnehmer in einem Vertrag geregelt wird.

Bieri Peter (C, ZG): In der ganzen Diskussion, die wir heute geführt haben, sind diese Meinung und diese Sorgen sehr stark zum Ausdruck gekommen. Das ist ein derart wichtiges Element, dass es doch verdient, in diesem Bundesbeschluss festgehalten und von unserer Seite hier niedergeschrieben zu werden. Das ändert ja nichts daran, dass schlussendlich dann auch die Verwaltung mit den zuständigen Organisationen, Verbänden und den Eigentümern entsprechende Verträge schliessen kann. Ich spreche hier auch aus meiner Erfahrung als Präsident der GPK. Wenn wir solche Dinge in den Bundesbeschlüssen festgehalten haben, dann gibt das für uns auch die Möglichkeit – zum Beispiel bei der Geschäftsprüfung, bei Inspektionen –, nachzuforschen und ein Gewicht darauf zu legen, wie diese Dinge umgesetzt worden sind.

Ich würde Ihnen eigentlich eher vorschlagen, dass Sie meinem Antrag zustimmen, dann wird es eine Differenz geben, die es dann allenfalls noch auszumerzen gilt, wenn der Nationalrat findet, mein Antrag sei effektiv überflüssig.

Ich bitte Sie, meinem Antrag, den ich aufrechterhalten möchte, zuzustimmen.

Abstimmung – Vote
Für den Antrag Bieri
Dagegen

29 Stimmen
6 Stimmen

Art. 4, 5
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes
31 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

98.018

Militärische Bauten (Bauprogramm 1998) **Ouvrages militaires (Programme de constructions 1998)**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 25. März 1998 (BBI 1998 2807)
Message et projet d'arrêté du 25 mars 1998 (FF 1998 2413)

Beschluss des Nationalrates vom 16. Juni 1998
Décision du Conseil national du 16 juin 1998

Rochat Eric (L, VD), rapporteur: Même si le montant de cet objet n'ascende pas au montant de l'objet qui vient de nous occuper, j'espère que nous arriverons à terminer avant 21 heures.

Comme le mentionnait M. Ogi, conseiller fédéral, en ouverture de débat de la commission, le 6 juillet dernier, ce programme de constructions militaires est le plus modeste de ces dernières années. Il ne comprend, en effet, que deux objets, et le montant qu'il nous est demandé d'adopter après le Conseil national s'élève à 50 771 000 francs. J'ajoute qu'il ne s'agit pas de nouveaux objets, mais de réhabilitation d'installations anciennes.

Prenons tout d'abord la réfection de la caserne de Berne. C'est un ensemble complexe qui a été construit entre 1873 et 1878 et qui nécessite une rénovation fondamentale, quels que soient les projets d'*«Armée 200X»*. Elle est tout d'abord l'une des casernes les plus occupées de Suisse, avec plus de 150 000 journées d'occupation par an et un taux d'occupation de plus de 50 pour cent. Ces bâtiments et le site construit représentent ensuite un ensemble qui est digne de protection au niveau national, mais l'état intérieur est déplorable. Comme le mentionnait un de nos commissaires avec humour: «Wer vor dreissig Jahren in der Kaserne Bern war, hat heute noch alles so vorgefunden, wie es damals war.»

Située au coeur de la ville fédérale, cette caserne occupe une situation à la fois symbolique et stratégique, et si ville et canton ont pu se montrer hésitants sur le projet, ils le soutiennent aujourd'hui entièrement. D'un point de vue financier, la participation de la Confédération représente 55 pour cent du coût total du projet, et le canton de Berne en assume le 45 pour cent restant, cette répartition étant particulièrement favorable à la Confédération, en raison des utilisations civiles que le canton finance dans le projet.

Notre commission s'est interrogée sur l'utilité de maintenir une caserne en pleine ville. Au-delà de l'intérêt architectural et même environnemental de cet ensemble et de ses espaces verts, nous avons pris conscience de l'intérêt pour les troupes de soutien qui y travaillent, en particulier, de dispo-



ser à proximité d'installations adéquates, qu'il s'agisse de magasins souterrains, de voies de chemin de fer, de magasins de munitions, mais aussi d'abattoirs. Pour ces raisons supplémentaires également, notre commission a reconnu l'utilité d'une réhabilitation de la caserne de Berne et le maintien de son affectation. Elle a accepté, sans opposition, l'entrée en matière et le crédit de 41 211 000 francs dévolu à cet objet.

Le second objet du message touche à la place de tir de Vugelles-La Mothe, qui est un petit village situé entre Yverdon-les-Bains et Sainte-Croix dans le canton de Vaud, dans le Jura vaudois. Cette place est connue depuis des décennies pour une place de tir sur buts mobiles. Là aussi, une partie de notre commission a pu prendre conscience du vieillissement de ces installations artisanales et de la nécessité de les rénover et de les moderniser si l'armée voulait perpétuer leur utilisation. Ceci étant établi, plusieurs questions se posaient.

Tout d'abord pourquoi Vugelles-La Mothe? Il existe en effet en Suisse romande une seconde place de tir sur buts mobiles à Reconvilier. Mais la piste antichar de Reconvilier sera bientôt coupée en deux par la Transjurane, et les distances possibles de tir seront réduites à 500 ou 600 m. A Vugelles-La Mothe en revanche, il est possible aujourd'hui déjà de tirer à 1500 m sans dépenser les millions de francs qu'il aurait fallu pour couvrir la Transjurane.

La question du bruit a été largement évoquée dans la population et lors du débat au Conseil national. Nous avons été informés en détail des accords passés avec les communes. Et si, après 30 ans de silence complet, la commune de Novalles a émis des réserves une semaine avant le débat au Conseil national, des limitations de tir, tant en durée qu'en jours et en quantité totale de munition, des règles strictes quant au tir en rafale ont été introduites à la satisfaction des parties. Peut-être M. le conseiller fédéral nous dira-t-il tout à l'heure les dernières nouvelles de Novalles. Il nous donnera encore certainement quelques éclaircissements sur le calcul des honoraires d'architecte, les informations à disposition de la commission ayant laissé un certain flou sur la méthode utilisée, sans toutefois qu'ait plané le moindre soupçon d'irrégularité.

Finalement, le message mentionne l'objet de ce jour comme une première étape, sans rien dire de la seconde. Celle-ci pourrait, selon les nouvelles options du projet «Armée 200X», consister en la construction d'un entrepôt pour blindés qui ferait l'objet d'un nouveau message. Dans la nouvelle conception – dont le colonel commandant de corps Jacques Dousse a parlé encore récemment lors de la «mise au frigo» des Leopard –, il serait prévu de ne plus déplacer les colonnes de chars sur les routes à grand renfort d'essence, de marques de chenilles et de bouchons. Les troupes trouveront sur place les véhicules et les blindés dont elles ont besoin pour l'entraînement. Une telle conception pourrait évidemment entraîner à quelques endroits, dont Vugelles-La Mothe, le besoin d'une halle protégée pour ces véhicules.

Satisfait des explications reçues, la commission vous propose là aussi d'accepter le crédit proposé de 9 560 000 francs. Relevons au passage que ce montant aurait théoriquement pu échapper à l'aval du Parlement, tout en remerciant le Conseil fédéral de l'avoir fait figurer par souci de transparence.

En conclusion, je vous recommande au nom de la commission d'accepter l'entrée en matière, et de voter le crédit de 50 771 000 francs qui nous est demandé pour la réhabilitation et la modernisation des deux ouvrages militaires mentionnés.

Paupe Pierre (C, JU): On pourrait s'interroger sur l'opportunité du projet, à la lecture des rapports qui nous sont faits sur l'utilisation et le pourcentage des nuitées disponibles utilisées par les troupes dans différentes casernes. C'est vrai que, si l'on réduit encore le nombre des soldats de notre armée, on va s'interroger sur le maintien de toutes les places d'armes dont nous disposons actuellement. Toutefois, même si la caserne de Berne appartient au canton de Berne et non pas à la Confédération, il faut bien reconnaître que sa situa-

tion géographique justifie le fait qu'on y investisse les moyens de la moderniser.

Si l'on sait que, dans cette caserne, on a encore des dortoirs de 20 à 38 personnes, alors que généralement dans les nouvelles casernes on ne dépasse pas 12 à 16, force est de reconnaître que le nombre de nuitées – 150 000, on vient de le dire – justifie un accueil paisible avec un hébergement digne de cette fin du XXe siècle.

C'est la raison pour laquelle je vous prie de voter l'entrée en matière.

Ogi Adolf, Bundesrat: Der Kommissionspräsident und Herr Paupe haben zu dieser Vorlage alles gesagt. Ich möchte lediglich noch die Anregung von Herrn Rochat aufnehmen und Sie über die letzten Gespräche mit den beiden Gemeinden orientieren:

Was die Gemeinde Vugelles-La Mothe anbetrifft, kann ich festhalten, dass die Einigungsverhandlungen auf Stufe VBS am 25. September 1998 abgeschlossen wurden. Der Chef Heer wird aufgrund dieser Einigungsverhandlungen mit der Gemeinde eine Vereinbarung zur Entschädigung der Belastungen durch den Schiessbetrieb ausarbeiten.

Bezüglich der Gemeinde Novalles findet am nächsten Mittwoch, 7. Oktober 1998, ein Gespräch mit der Gemeinde statt. Es ist das zweite Gespräch, die zweite Verhandlungsrounde. Es wird darum gehen, die Ergebnisse der Lärmschutzbüchungen zu erläutern und eine einvernehmliche Lösung zu finden.

Anfang September 1998 hat der Chef Heer, Korpskommandant Dousse, zudem der Gemeinde einen Höflichkeitsbesuch abgestattet und unter anderem die Zahl der Schüsse und der Nachtschiessen erläutert und ein Einigungsprotokoll vorgeschlagen. Das zweite Lärmschutzbüchungen war noch nicht vorhanden, und die Vertreter der Abteilung RU nahmen nicht an diesem Treffen teil. Eine Einigung kann am 7. Oktober 1998 erwartet werden, da mit der Gemeinde Novalles unter anderem mögliche Entschädigungen vereinbart werden können.

Abschliessend möchte ich Ihnen einfach sagen: Im Vergleich mit den Vorjahren ist dieses Bauprogramm das kleinste. Dies ist bedingt durch die sinkenden Bestände, durch die Weiterentwicklung bzw. Neuausrichtung der Armee auf die Bedürfnisse nach dem Jahr 2000. Es ist auch bedingt durch die finanziellen Rahmenbedingungen, die uns dazu zwingen, hier ein minimales Bauprogramm – das Rüstungsprogramm haben Sie bereits verabschiedet – vorzulegen. Ich bitte Sie, dem Entwurf zuzustimmen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesbeschluss über militärische Bauten Arrêté fédéral concernant des ouvrages militaires

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe

34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

Art. 2–4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

98.3360

Postulat Seiler Bernhard
Friedenstruppen.
Bewaffnung zum Selbstschutz
Postulat Seiler Bernhard
Troupes pour la paix. Armement
en vue de leur autoprotection

Wortlaut des Postulates vom 26. Juni 1998

Ich ersuche den Bundesrat, die Frage der Bewaffnung zum Selbst- und Verbandsschutz von Schweizern, die an friedensunterstützenden Operationen teilnehmen, zu prüfen.

Texte du postulat du 26 juin 1998

Je prie le Conseil fédéral d'examiner la possibilité de confier des armes aux personnes et aux troupes suisses qui participent à des opérations de maintien de la paix de manière à leur permettre d'assurer leur propre protection.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

In den letzten Jahren haben sich die friedensunterstützenden Operationen stark gewandelt. Die Nato ist in Bosnien-Herzegowina zusammen mit zahlreichen Nicht-Nato-Staaten unter Uno-Mandat in der Sfor (31 000 Mann) engagiert. Daran sind praktisch alle Länder Europas, die über Streitkräfte verfügen, beteiligt. Diese multilaterale militärische Friedenssicherung verhindert erfolgreich den Wiederausbruch von Kampfhandlungen und gewinnt Zeit für eine dauerhafte Stabilisierung der Lage.

Die Schweiz kann an diesem historischen Friedenswerk militärisch nur indirekt teilnehmen, indem sie eine andere, zivile Organisation in ihren Befriedungsbemühungen unterstützt. Sie stellt der OSZE eine logistische Unterstützungseinheit (Gelbmützen) zur Verfügung. Diese sind gemäss dem Bewaffnungsverbot für schweizerische Friedenstruppen in Artikel 66 des Militärgesetzes unbewaffnet. Auch die Bewaffnung einer Einheit zum blosen Selbstschutz ist laut dieser Bestimmung nicht zulässig. Höchstens die Abgabe von Selbstschutzwaffen an Einzelpersonen ist zur unmittelbaren

Selbstverteidigung in Notlagen gestattet. So sind unsere Gelbmützen auf die Schaffung eines sicheren Umfeldes durch die Sfor angewiesen.

Diese Lage kann, je mehr sich diese Art von multilateraler Friedenssicherung durchsetzt, nicht befriedigen. Die Schweiz hat die Mittel zur Sicherstellung ihres eigenen Selbstschutzes, und es stünde ihr wohl an, wenn sie diese Aufgabe nicht anderen überlassen würde.

Ich frage daher den Bundesrat an, ob er es unter den heutigen Umständen nicht für angebracht hielte, das im Militärgesetz verankerte Bewaffnungsverbot für schweizerische Friedenstruppen zu überprüfen. Gerade unsere logistischen Unterstützungsinsätze in internationalen Friedensoperationen haben sich bestens bewährt und sollten jeweils nicht daran scheitern, dass auch für diese Einsätze sehr oft die Fähigkeit der Selbstverteidigung verlangt wird.

Ich überlasse es dem Bundesrat, ob er entsprechende Vorschläge im Rahmen der nächsten Armeereform oder schon früher den eidgenössischen Räten unterbreiten will.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 21. September 1998

Déclaration écrite du Conseil fédéral

du 21 septembre 1998

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Seiler Bernhard (V, SH): Ich möchte dem Bundesrat dafür danken, dass er bereit ist, mein Postulat entgegenzunehmen. Ich bitte aber um Diskussion, weil ich noch zwei, drei Gedanken dazu äussern und noch einige Fragen stellen möchte.

Präsident: Herr Seiler beantragt Diskussion. – Sie sind damit einverstanden.

Seiler Bernhard (V, SH): Der Bundesrat hat soeben die politischen Leitlinien für den Sicherheitspolitischen Bericht 2000 präsentiert. Die Zielrichtung «Sicherheit durch Kooperation» und die Devise, dass wir Sicherheit und Frieden nicht nur konsumieren dürfen, sondern vermehrt auch mitproduzieren müssen, sind auf breite Zustimmung gestossen. Es ist deshalb zu erwarten, dass sich die Schweiz auf den internationalen Aktionsfeldern der Friedensförderung stärker als bisher engagieren wird. Ich mag aber nicht zusehen, wie beispielsweise unsere Gelbmützen in Bosnien logistisch hervorragende Arbeit für die OSZE leisten, für ihre Sicherheit aber der Sfor, d. h. ausländischer bewaffneter Truppen, bedürfen – dies, obwohl die Schweiz militärisch ein durchaus potentes Land ist, das diese Aufgabe für den eigenen Verband problemlos selbst übernehmen könnte und für diesen überfälligen Schritt international auch breite Anerkennung finden würde. Andere Länder betrachten den Schutz ihrer Verbände in eigener Regie als eine Selbstverständlichkeit.

Ich bin heute auch überzeugt davon, dass unsere Mitbürgerinnen und Mitbürger einem bewaffneten Selbstschutz der Gelbmützen positiv gegenüberstehen. Aus einem Referat von Generalstabschef Scherrer, der die Ergebnisse einer Umfrage zu diesem Thema vorgelegt hat, ist klar hervorgegangen, dass eine grosse Mehrheit der Bevölkerung der Meinung ist, wir müssten den Gelbmützen heute einen Selbstschutz zugestehen. Ich weiss, dass der Bundesrat die Situation ähnlich beurteilt, und nehme auch an, dass mein Postulat auf fruchtbaren Boden fallen dürfte.

Im Hinblick auf das Neuaufrollen der Frage der Bewaffnung für unsere Friedenstruppen im Ausland möchte ich dem Bundesrat doch drei zusätzliche Fragen stellen:

1. Wäre es angezeigt, die Bewaffnung unserer Friedenstruppen zum Selbst- und Verbandsschutz gegebenenfalls vorzuziehen, statt die viel aufwendigere Gesamtreform der Armee abzuwarten? Wäre das VBS bereit, dem Bundesrat in diesem Sinne Antrag zu stellen? Zu welchem Zeitpunkt könnte dies erfolgen?

2. Wie beurteilt Herr Bundesrat Ogi als Vorsteher des VBS das heutige Umfeld der internationalen Friedenssicherung im Vergleich mit den Verhältnissen in der ersten Hälfte der

Militärische Bauten (Bauprogramm 1998)

Ouvrages militaires (Programme de constructions 1998)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1998
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	98.018
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1998 - 17:15
Date	
Data	
Seite	1055-1057
Page	
Pagina	
Ref. No	20 044 849